

Les nostalgiques de l'Algérie française dictent la politique des faibles

Quand les droites se rallient au Rassemblement National

Bourg-en-Bresse 10/11/2025

Pour la première fois sous la Ve République, un texte de l'extrême droite a été voté par l'Assemblée nationale à une voix près (185 voix pour, 184 contre), grâce à l'appui de la droite dite républicaine. Ce texte concerne les relations franco-algériennes, ce qui n'étonnera personne, tant la montée des nostalgiques de l'Algérie française est importante dans l'extrême droite, mais aussi dans la droite : il demande l'abrogation de l'accord franco-algérien de 1968. Le député de l'Ain, Xavier Breton a apporté sa voix au RN sans aucune honte d'avoir été élu par des électeurs qui avaient refusé leurs voix au RN.

Quel symbole ! Ce vote préfigure de futures alliances auxquelles nous assisterons aux échéances prochaines. Aujourd'hui la guerre aux Algériens. Demain elles accompliraient le désir profond de l'extrême droite : celui d'exclure tout être humain qui ne correspondrait pas à l'idéologie nationaliste qui est la sienne. On élimine ou on supprime, l'étranger, le migrant, le sans toit, ceux et celles d'origine, de langue et de culture différentes. La race pure ? ça nous rappelle quelque chose.

Pour celles et ceux-là, de droite extrême et d'extrême droite qui se gargarisent d'avoir obtenu victoire le 30 octobre, le monde ouvert n'existe pas. Leur monde à eux est cerclé de frontières, réservé aux oligarques aux fortunes immenses.

Remettre en cause aujourd'hui ces accords, c'est rouvrir les blessures coloniales et nourrir la stigmatisation des Algériens et des Français d'origine algérienne. C'est oublier que la France coloniale a commis en Algérie le pire des atteintes à la dignité humaine et à l'identité algérienne. Il n'y a pas de mots capables de décrire l'horreur de l'inacceptable. Les nettoyages et incendies de villages entiers ou rien ne devait survivre, les corvées de bois, les enfermements d'innocents dans les grottes gazées et incendiées, les tortures physiques et mentales dont JM Le Pen était d'ailleurs l'éminent spécialiste. Le cynisme colonial à son apogée avait instruit l'élimination programmée d'innocents cultivés, de scientifiques, de chercheurs. Tous ceux que l'on supposait capables d'assurer une responsabilité politique dans une Algérie indépendante, on les finissait aussi par la torture voire l'écartèlement.

On ne peut passer sous silence, l'extraction massive des forces vives algériennes que la France coloniale a placé en premières lignes face aux balles allemandes en 14/18 et en 39/45. La Honte enfouie sous la responsabilité de gouvernements bien-pensants, mus par le colonialisme et les intérêts d'un profit sans partage.

Mesdames et Messieurs les député.e.s qui avez voté avec Marine Le Pen le 30 octobre ou qui étiez absents pour des raisons souvent peu avouables, avez-vous pensé une minute à l'immensité de la dette que la France doit à l'Algérie. ? Les membres du collectif signataire de cette lettre, disent leur écœurement à cette droite qui a offert victoire au parti de la honte et autant de celles et ceux qui la rejoignent pour assouvir leur vengeance.

L'accord de 1968 a été négocié après l'indépendance, au titre de réparations de plus de 130 années de violences coloniales. Il donnait jusqu'alors aux ressortissants algériens une certaine liberté d'installation et de création professionnelle, un titre de séjour approprié à l'engagement civique et professionnel etc. Aujourd'hui, c'est plus de 2 millions d'Algériennes et d'Algériens qui participent à l'économie nationale, à la diversité culturelle, au monde sportif, à la gestion et l'animation d'associations etc etc . Revenir sur cet accord (*déjà largement édulcoré par ses précédentes révisions*) vise à satisfaire les nostalgiques qui n'ont jamais digéré la victoire du peuple algérien contre la France coloniale. Tout cela sent très mauvais et laisse prévoir de nouvelles saillies contre l'immigration en général et contre l'Algérie et les Algériens en particulier. Bientôt le retour des ratonnades ?

Quelles qu'en soient les limites, l'adoption de ce texte visant la dénonciation de l'accord de 1968 est une considérable victoire pour le RN, mais aussi pour les ministres et députés de la même veine qui forment chorale contre leur sujet favori, l'immigration.

Nous, rassemblés en collectif, dénonçons les thématiques racistes et coloniales à tous les niveaux de la vie politique. Nous appelons les organisations de gauche (associations, syndicats, organisations politiques) à s'unir pour faire opposition aux nostalgiques du colonialisme, de l'OAS, du parti de Vichy, de Papon et de Le Pen. Faire front contre la progression des idées et des actes fascistes qui polluent actuellement la communauté humaine et la république. Organisons sans attendre la riposte unitaire et populaire, antiraciste, antifasciste et anticoloniale.

Le vote du 30 octobre nous le commande. Il nous l'impose.

Premiers signataires :

Collectif Solidarité Migrants 01, Ligue des Droits de l'Homme 01, Collectif Aindinois du 17 octobre 61, ...